

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 02111

Numéro SIREN : 448 457 978

Nom ou dénomination : SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE

Ce dépôt a été enregistré le 24/05/2022 sous le numéro de dépôt 13690



# **Société de Distribution Aéroportuaire**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

ERNST & YOUNG et Autres



## Société de Distribution Aéroportuaire

Exercice clos le 31 décembre 2021

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la Société de Distribution Aéroportuaire,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société de Distribution Aéroportuaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 31 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien Huet

Alban de Claverie

# SDA

SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE

2021

COMPTES ANNUELS  
SAS SOCIETE DE DISTRIBUTION  
AEROPORT  
EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

# I. BILAN AU 31/12/2021

## A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				800
Frais de développement	5 822	5 822		
Concessions, brevets et droits similaires	906 409	900 580	5 829	16 624
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				27 353
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	49 496	27 212	22 284	31 137
Autres immobilisations corporelles	107 965 106	84 341 839	23 623 266	28 369 246
Immobilisations en cours	4 867 325		4 867 325	6 613 685
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	618 794		618 794	618 794
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	10 650 000		10 650 000	10 350 000
Autres immobilisations financières	246 395		246 395	246 395
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>125 309 346</b>	<b>85 275 453</b>	<b>40 033 893</b>	<b>46 274 035</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	40 822 029	6 229 538	34 592 492	37 197 253
Avances, acomptes versés sur commandes	2 577 339		2 577 339	24 102 914
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	17 571 659		17 571 659	8 232 328
Autres créances	11 022 847		11 022 847	14 078 512
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	22 293 265		22 293 265	2 706 268
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	3 239 000		3 239 000	723 797
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>97 526 140</b>	<b>6 229 538</b>	<b>91 296 602</b>	<b>87 041 073</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>222 835 486</b>	<b>91 504 991</b>	<b>131 330 495</b>	<b>133 315 107</b>

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 000 )	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-435	-435
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	100 000	100 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Fluct cours : )		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes : )	-23 048 205	8 661 603
Report à nouveau		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>-14 362 494</b>	<b>-64 709 809</b>
Subventions d'investissement	2 058 984	1 162 981
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-34 252 151</b>	<b>-53 785 660</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	8 467 296	15 179 470
Provisions pour charges	2 366 717	2 832 439
<b>PROVISIONS</b>	<b>10 834 013</b>	<b>18 011 909</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	72 525 894	74 170 809
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic : )	10 331 640	10 227 581
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	100 000	100 001
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 048 895	24 632 495
Dettes fiscales et sociales	19 691 206	17 373 549
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 050 997	42 584 424
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>154 748 633</b>	<b>169 088 858</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>131 330 495</b>	<b>133 315 107</b>

## II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	67 500 636	241 474 977	308 975 613	221 756 959
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 915 790	4 373	24 920 163	15 988 131
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>92 416 426</b>	<b>241 479 350</b>	<b>333 895 775</b>	<b>237 745 090</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			11 800 000	
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			15 005 106	12 426 912
Autres produits			838 086	1 249 041
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>361 538 967</b>	<b>251 421 043</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			139 711 353	95 512 105
Variation de stock (marchandises)			9 656 509	13 587 587
Achats de matières premières et autres approvisionnements			616 882	666 139
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			77 163 361	66 543 037
Impôts, taxes et versements assimilés			5 637 321	4 816 597
Salaires et traitements			35 826 354	28 280 092
Charges sociales			14 089 409	11 790 966
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 530 905	10 111 916
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 430 666	13 316 185
Dotations aux provisions			2 738 953	3 802 267
Autres charges			78 862 403	59 582 749
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>378 264 114</b>	<b>308 009 639</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-16 725 147</b>	<b>-56 588 596</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>277 393</b>	<b>275 645</b>
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			277 393	269 148
Autres intérêts et produits assimilés				6 497
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>815 222</b>	<b>873 517</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			815 222	873 517
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-537 829</b>	<b>-597 872</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-17 262 976</b>	<b>-57 186 469</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>4 354 157</b>	<b>264 939</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			347 575	264 939
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 006 582	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>1 501 956</b>	<b>7 855 991</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			183 320	28 170
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 180 694	358 450
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			137 942	7 469 371
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>2 852 201</b>	<b>-7 591 052</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-48 280	-67 712
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>366 170 517</b>	<b>251 961 626</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>380 533 012</b>	<b>316 671 435</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>			<b>-14 362 494</b>	<b>-64 709 809</b>

# 1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

## 1.1. Activité de la société

La Société de Distribution Aéroportuaire est une société par actions simplifiée détenue par la société Lagardère Duty Free à hauteur de 50 % et par Aéroports de Paris à hauteur de 50 %.

La société a pour objet l'aménagement, l'exploitation et le développement de surfaces commerciales dans les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et de Paris-Orly, ainsi que dans tout autre aéroport situé à l'étranger.

Plus généralement, elle pourra réaliser, directement ou indirectement, toutes opérations et toutes activités de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

## 1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2021 a été marqué par :

- L'impact de la pandémie de Coronavirus, qui a commencé en 2020, s'est prolongé en 2021 avec notamment les ventes Chine (qui représente notre seconde nationalité après les Français en terme de ventes) qui sont toujours en très fort retrait par rapport à notre année de référence 2019 (-83%).
- Un trafic toujours en très fort recul vs 2019 (-61,4%), et ce malgré une légère reprise vs 2020 (+27,1%)
- L'année 2021 se décompose en plusieurs phases en raison de la pandémie :
  - o Du 20 mars au 19 mai : fermeture réglementaire liée à la situation sanitaire des commerces non essentiels :
    - Fermeture des points de vente Core Business et Mode
    - Maintien de l'activité « Shop and Collect »
  - o Réouverture des points de vente le 19 mai
  - o Reprise progressive de l'activité à partir de juin avec notamment :
    - Ouverture des points de vente de la liaison BD le 2 juin
    - Réouverture des points vente Mode (Dior-Chanel) fin juin sur le S3
  - o Réouverture du terminal S4 non prévue au dernier estimé (Hermès, Longchamp, Bulgari) à partir de novembre
- Cette baisse du trafic vs. 2019 (-61,4%) s'est traduite par une baisse des ventes de -60,9% vs. 2019 malgré une adaptation permanente aux contraintes imposées par la pandémie.
- Dans ce contexte d'activité réduite qui se poursuit, les investissements se sont fortement réduits sur la période avec un total de 6,0 M€ (contre 9.2 M€ en 2020 et 9.7 M€ prévus au budget 2021).
- Le renouvellement des deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un total de 50 Millions d'Euros

Avec un confinement moins important en 2021 qu'en 2020, le chiffre d'affaires net de l'exercice 2021 progresse à 333,9 M€ versus 237,7 M€ en 2020 (soit +40,5 %) et se répartit en 2 composantes :

- 309,0 M€ concernant le chiffre d'affaires marchandises, soit une hausse de +39,0 % versus 2020, dont :
  - Une progression de l'activité Core de +41,4% à 239,8 M€ dont +27,1 % de trafic et +11,3 % de CA PAX
  - Une progression de l'activité Mode de +32,4% à 61,8 M€ dont +27,1 % de trafic et +4,2 % de CA PAX.
  - Le CA FNAC reste stable par rapport à 2020 à 5,6 M€ dont +27,1 % de trafic et -21,3 % de CA PAX.

Dans ce contexte de reprise, il est à noter un élément remarquable : malgré un mix faisceau défavorable (reprise plus importante du trafic duty paid (+28,8%) que le duty free (+24,8%), la fermeture de certaines catégories et d'une partie du périmètre des points de vente du 20 mars au 19 mai, le CA PAX est en progression vs. 2020 (+1,22€, soit + 9%) et en légère amélioration vs. 2019 (+0,08€, soit +0,6%), ce qui montre l'effet bénéfique d'un trafic concentré sur les terminaux dotés d'un dispositif commercial important et rénové.

- 24.9 M€ (+55,9 % versus 2020) au titre des prestations de services dont :
  - La refacturation de la prestation détaxe 2021 pour 0,2 M€ (contre 0,9 M€ en 2020)
  - Les commissions des points de vente en commissions-affiliations pour 2,2 M€ vs. 1,9 M€ en 2020
  - Les produits de la sacherie (0,2M€), refacturée depuis 2021
  - 22,2 M€ de coopérations commerciales / NRI (« non retail income ») contre 13,2 M€ en 2020

La part du chiffre d'affaires Duty Free est en léger retrait à 78.0 % (vs. 78.8 % en 2020) en raison de la baisse plus importante de ce trafic et d'un mix faisceau défavorable.

Les effectifs moyens sur la période s'élèvent à 1923 salariés versus 2.176 en 2020. Depuis 2020, l'ensemble de l'effectif est inclus dans le dispositif d'activité partielle et travaille donc en fonction du volume d'activité. Ce dispositif a été maintenu en 2021. Du fait du fort recul de l'activité, un projet de licenciement collectif pour motif économique incluant un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) a été validé par la DIRECCTE et appliqué en 2021. Il sera terminé à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2022.

SDA Croatia, filiale à 100 % de SDA qui opère deux points de vente à l'aéroport de Zagreb (concession d'une durée de 15 ans) a également été très affectée par le COVID avec un chiffre d'affaires 2021 à 7.4 M€ contre 4.3 M€ en 2020, et 15.8 M€ en 2019.

## 2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'année 2022 reste impactée par le Coronavirus et ses conséquences avec des prévisions de trafic encore réduites par rapport à 2019, malgré une reprise par rapport à 2021. (+79% vs 2020 soit -31% vs 2019).

Le budget 2022 prévoit une croissance des ventes de +77,4% vs. 2021 (soit -30,7% vs. 2019). Cependant, nous avons identifié un risque notamment lié au faisceau Chine/Asie dont la volumétrie de trafic ne devrait pas être au niveau budgété.

Les investissements sont en hausse avec 13,9 M€ budgétés en 2022 (vs 9,7 M€ prévus lors du dernier estimé 2021). Sont notamment intégrés les investissements relatifs à l'ouverture du terminal T1 en décembre 2022.

### 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2016-07 du 4 Novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 3.1. Immobilisations

##### 3.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les logiciels sont amortis en linéaire sur 3 ans.

##### 3.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation	Amort fiscalement pratiqués
Frais de développement	3 ans L	3 ans L
Installations techniques, mat.outillage	5 ans L	5 ans L
Install. générales agencets, aménagts	7 ans L	7 ans L
Matériel de transport	3/5 ans L	3/5 ans L
Matériel de bureau et informatique	3/5 ans L	3/5 ans L
Mobilier	3/5 ans L	3/5 ans L

##### 3.1.3. Immobilisations financières

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les participations détenues dans des sociétés de capitaux sont évaluées sur la base de la quote-part de situation nette au 31 décembre de l'exercice et des perspectives de rentabilité ou de vente.

Une provision pour dépréciation est constituée si nécessaire, à concurrence de la différence entre la quote-part de situation nette incluant les perspectives de rentabilité et la valeur brute comptable de la participation. En cas de situation nette négative, il est également procédé à la dépréciation des participations et des créances détenues.

### **3.2. Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

#### **3.2.1. Marchandises**

Les stocks de marchandises sont constitués principalement d'alcools, de parfums et de cosmétiques, de tabacs, d'articles de gastronomie et de mode.

Leur coût comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Ils sont valorisés au prix moyen pondéré.

#### **3.2.2. Dépréciation des stocks**

La provision pour dépréciation de stock de marchandises est assise sur trois critères principaux :

- Délais de rotation
- Décote de collection (effet de mode)
- Ecart de phasage

### **3.3. Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **3.4. Provisions pour risques**

Les provisions pour risques sont constituées pour tenir compte des risques existant à la date de clôture des comptes.

### **3.5. Dérogations aux principes généraux**

#### **3.5.1. Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### **3.5.2. Changements de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

#### **3.5.3. Informations complémentaires**

Néant.

## 4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

### 4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

#### 4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	5 822				5 822
Autres postes d'immobilisation incorporelles	953 151		27 353	19 389	906 409
<b>Total 1 Incorporelles</b>	<b>958 973</b>	<b>-27 353</b>	<b>0</b>	<b>19 389</b>	<b>912 231</b>
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	81 700 385	6 265 334		4 764 029	83 201 690
Installations techniques, matériels et outillages	49 496				49 496
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	23 360 902	2 679 836		1 277 322	24 763 416
Emballages récupérables et divers					
<b>Total 2 Corporelles</b>	<b>105 110 783</b>	<b>8 945 170</b>	<b>0</b>	<b>6 041 351</b>	<b>108 014 602</b>
Immobilisations corporelles en cours (1)	6 613 685	2 119 372	3 865 732		4 867 325
<b>Total 3 Encours Corporelles</b>	<b>6 613 685</b>	<b>2 119 372</b>	<b>3 865 732</b>	<b>0</b>	<b>4 867 325</b>
Acomptes					
<b>TOTAL</b>	<b>112 683 441</b>	<b>11 037 189</b>	<b>3 865 732</b>	<b>6 060 740</b>	<b>113 794 158</b>

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

La ligne « Autres postes d'immobilisations incorporelles » d'un montant de 906 409 € comprend principalement des logiciels.

La ligne « Immobilisations corporelles en cours » d'un montant de 4 867 325 € comprend principalement des aménagements et installations en cours de réalisation sur nos points de vente.

#### 4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Se référer au paragraphe [3.1. Immobilisations](#).

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	5 022	800		5 822
Autres immobilisations incorporelles	909 174	10 795	19 389	900 580
<b>Total 1</b>	<b>914 196</b>	<b>11 595</b>	<b>19 389</b>	<b>906 402</b>
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	61 553 454	9 063 767	3 695 272	66 921 949
Installations techniques, matériels et outillages	18 359	8 853		27 212
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	15 138 586	3 446 690	1 165 385	17 419 891
Emballages récupérables et divers				
<b>Total 2</b>	<b>76 710 399</b>	<b>12 519 310</b>	<b>4 860 657</b>	<b>84 369 052</b>
<b>TOTAL</b>	<b>77 624 595</b>	<b>12 530 905</b>	<b>4 880 046</b>	<b>85 275 454</b>

#### 4.1.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

## 4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2020	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2021	Provision	Valeur Nette au 31/12/2021
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	618 794			618 794		618 794
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	10 596 395	300 000		10 896 395		10 896 395
<b>TOTAL</b>	<b>11 215 189</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>11 515 189</b>	<b>0</b>	<b>11 515 189</b>

Les « Autres participations » d'un montant de 618 794€ correspondent aux titres détenus sur :

- La société Relay@ADP pour 60 000€
- La société SDA Retail Croatia pour 558 794€

Les « Prêts et autres immobilisations financières » d'un montant de 10 896 395 € correspondent aux éléments suivants :

- Prêt à SDA Retail Croatia pour 10 650 000 €
- Dépôts et cautionnements pour 246 395 €
- 

## 4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2021
Matières premières			
Marchandises	40 822 029	6 229 538	34 592 492
Produits finis			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
<b>TOTAL</b>	<b>40 822 029</b>	<b>6 229 538</b>	<b>34 592 492</b>

**4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créances**

Se référer au paragraphe [5.2.2. Provisions pour dépréciation des stocks](#).

**4.5. Etat des échéances des créances**

Les créances détenues par la société s'élèvent à 42 729 902 € en valeur brute au 31/12/2021 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE :</b>	<b>10 896 395</b>	<b>3 400 000</b>	<b>7 496 395</b>
Créances rattachées à des participations			
Prêts	10 650 000	3 400 000	7 250 000
Autres immobilisations financières	246 395		246 395
<b>ACTIF CIRCULANT :</b>	<b>31 833 506</b>	<b>31 833 506</b>	<b>0</b>
Clients	17 571 659	17 571 659	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés	61 151	61 151	
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	9 329 832	9 329 832	
Groupe et associés	60 000	60 000	
Débiteurs divers	1 571 864	1 571 864	
Charges constatées d'avance	3 239 000	3 239 000	
<b>TOTAL</b>	<b>42 729 901</b>	<b>35 233 506</b>	<b>7 496 395</b>
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	300 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

#### 4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	17 571 659		17 571 659	8 232 328
Autres créances	11 022 847		11 022 847	14 078 512
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL</b>	<b>28 594 506</b>	<b>0</b>	<b>28 594 506</b>	<b>22 310 840</b>

Dont créances Groupe :

Chiffres exprimés en euros	2021	2020
Clients sociétés Groupe	7 323 738	3 217 346
Clients factures à établir Groupe	8 826 453	4 171 547
Comptes Courants Groupe	60 000	
<b>TOTAL</b>	<b>12 210 191</b>	<b>7 388 893</b>

#### 4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
RRR à obtenir & avoirs non parvenus		118 892
Produits à recevoir	559 046	4 742 441
Clients – Factures à établir	8 826 453	4 171 547
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		
<b>TOTAL</b>	<b>9 385 499</b>	<b>9 032 880</b>

#### 4.8. Trésorerie

Situations	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Disponibilités	22 293 265	2 706 268
<b>TOTAL</b>	<b>39 007 426</b>	<b>2 706 268</b>

## 4.9. Comptes de régularisation

### 4.9.1. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 3 239 000 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Charges d'exploitation	751 624	723 797
Charges financières	2 487 376	
Charges exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>	<b>3 239 000</b>	<b>723 797</b>

### 4.9.2. Ecart de conversion

Les écarts de conversion actif et passif s'élèvent à 0€.

## 4.10. Créances sur les entreprises liées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Prêts	10 650 000	10 350 000
Créances clients et comptes rattachés	16 150 192	7 388 893
Avances et acomptes versés sur commandes	2 340 808	23 960 996
Autres créances	60 000	
Charges constatées d'avance	652 753	592 406
<b>Total Groupe et Associés</b>	<b>28 853 753</b>	<b>52 271 141</b>

## 5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

### 5.1. Capitaux propres

#### Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale	Capital social
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice		
Actions ordinaires	50 000			20	1 000 000
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 50 000 actions d'une valeur nominale de 20 Euros chacune, toutes entièrement libérées.

Affectation des résultats de l'exercice 2020 :

Les comptes de l'exercice 2020 ont fait apparaître une perte de -64 709 809 €.

Le report à nouveau antérieur s'élevait à 0 €

Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, cette perte a été affectée comme suit :

- - 64 709 809 € au poste de « Autres réserves ».

## Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-53 785 660
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-53 785 660
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	33 000 000	33 000 000
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	64 709 809	33 000 000
Variations des subventions d'investissement		896 003
Variations des provisions réglementées		
Variation du report à nouveau		
Distributions sur résultats antérieurs		
Variation du résultat	14 362 494	
	<b>SOLDE</b>	<b>-34 252 152</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-34 252 152

## 5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

### 5.2.1. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Autres provisions pour risques				
Provision restructuration	7 469 371	137 942	4 006 582	3 600 730
Provision pour réorganisation logistique	3 197 000	33 000	1 635 000	1 595 000
Risque commercial	1 914 222	235 278	295 453	1 854 046
Risque douanes				
Risque juridique	823 000		823 000	0
Risque Prud'hommes	565 261	103 957	321 699	347 518
Réorganisation boutique	1 210 617		140 617	1 070 000
Provisions pour indemnités de retraite	2 832 439	2 366 717	2832439	2 366 717
<b>TOTAL</b>	<b>18 011 910</b>	<b>2 876 894</b>	<b>10 054 790</b>	<b>10 834 011</b>

### 5.2.2. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Marchandises	13 316 185	1 430 666	8 517 313	6 229 538
<b>TOTAL</b>	<b>13 316 185</b>	<b>1 430 666</b>	<b>8 517 313</b>	<b>6 229 538</b>

### 5.2.3. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Poste : Clients douteux	0			
Poste : Autres créances				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	20 008 333	20 008 333		
à plus d'1 an à l'origine	52 517 561		52 517 561	
Emprunts et dettes financières divers	10 227 260	2 127 260	5 400 000	2 700 000
Fournisseurs et comptes rattachés	35 048 895	35 048 895		
Personnel et comptes rattachés	7 673 519	7 673 519		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 627 888	7 627 888		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 471 076	1 471 076		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	2 918 724	2 918 724		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	104 381	104 381		
Autres dettes	17 150 997	17 150 997		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>154 748 634</b>	<b>94 131 073</b>	<b>57 917 561</b>	<b>2 700 000</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 517 561			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

**5.4. Dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fournisseurs Groupe	5 739 451	4 992 819
Fournisseurs Hors Groupe France	1 774 494	2 036 281
Fournisseurs Hors Groupe Etrangers	3 268	11 721
Fournisseurs factures non parvenues	27 531 683	17 591 674
<b>Valeurs nettes comptables</b>	<b>35 048 896</b>	<b>24 632 495</b>

**5.5. Charges à payer**

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
<b>Intérêts courus sur dettes établissements de crédit</b>		
<b>Intérêts courus sur emprunts</b>		
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>27 531 683</b>	<b>17 591 674</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>13 804 821</b>	<b>11 665 721</b>
Personnel et comptes rattachés	7 628 318	6 958 214
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 355 359	2 641 006
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 821 144	2 066 501
<b>Autres dettes</b>	<b>127 260</b>	<b>139 351</b>
<b>TOTAL</b>	<b>41 463 764</b>	<b>29 396 746</b>

**5.6. Trésorerie**

Situations	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques	20 008 333	24 170 809
<b>TOTAL</b>	<b>20 002 333</b>	<b>24 170 809</b>

## 5.7. Comptes de régularisation

### 5.7.1. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 0€.

### 5.7.2. Ecart de conversion

Se référer au [paragraphe 4.9.2.](#)

## 5.8. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

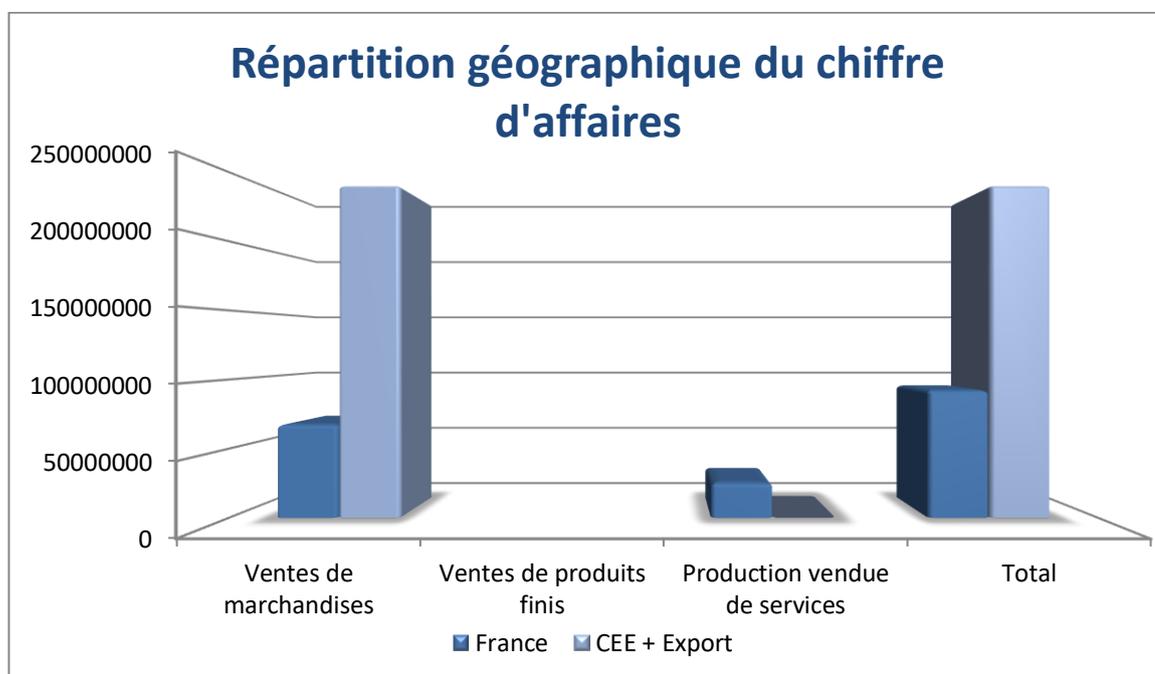
Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Emprunts	10 227 260	10 227 581
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 598 158	6 147 914
Fournisseurs, factures non parvenues	21 040 162	11 741 431
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Comptes courants Groupe	79 281	33 063 023

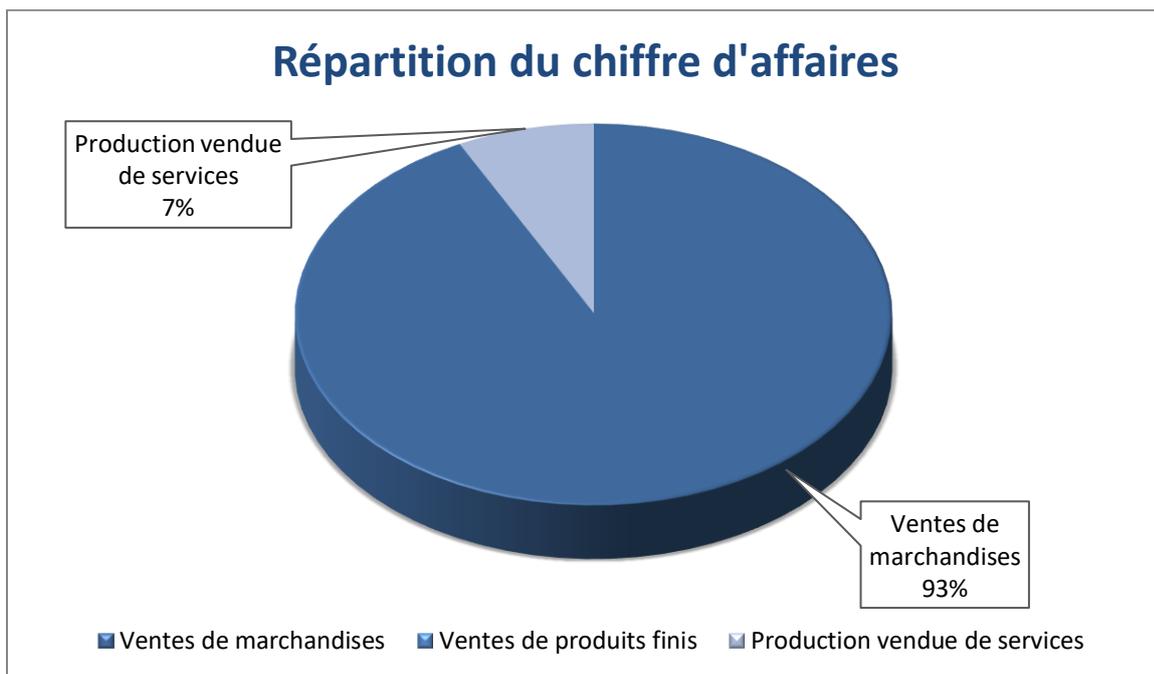
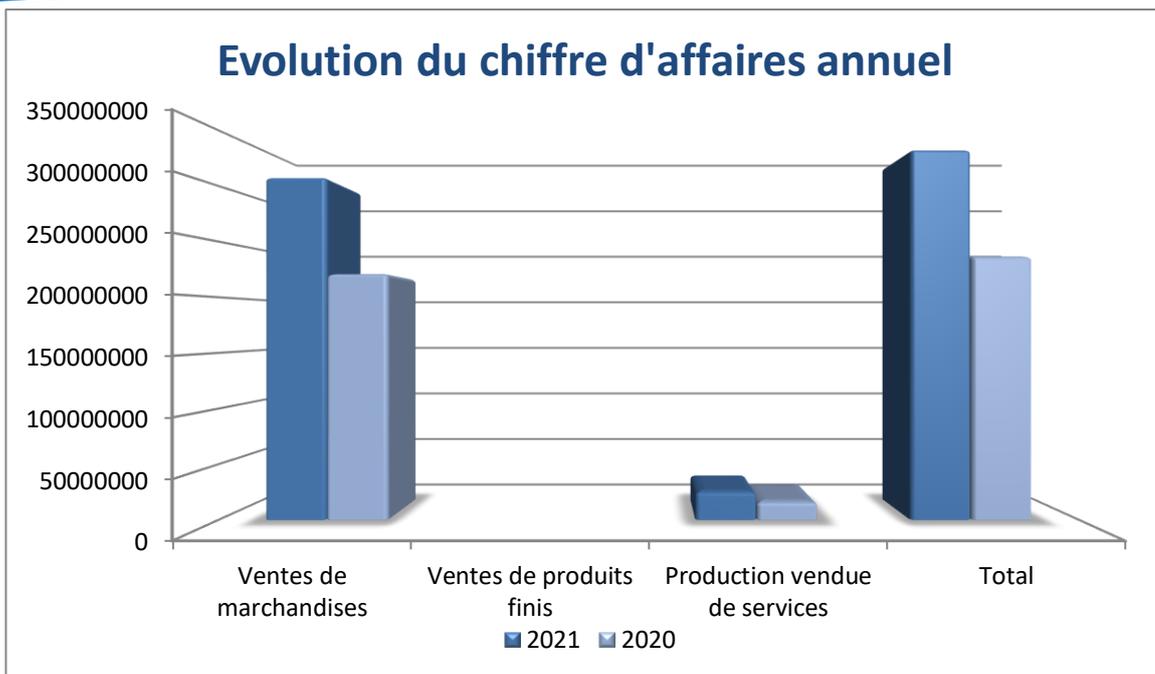
## 6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes de marchandises	67 500 636	241 474 977	308 975 613	221 756 959
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	24 915 790	4 373	24 920 163	15 988 131
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>92 416 426</b>	<b>241 479 350</b>	<b>333 895 775</b>	<b>237 745 090</b>
%	27,68 %	72,32 %	100,00 %	





## 6.2. Transfert de charges

Exprimé en €

Nature des transferts	Exercice N	Exercice N-1
Remboursement assurance	14 998	1 395
Frais personnel	33 290	22 808
Formation	245 737	92 318
Divers	145 558	1 319 368
<b>TOTAL</b>	<b>439 583</b>	<b>1 435 889</b>

## 6.3. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Production stockée		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	11 800 000	
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges et autres produits	15 843 191	13 675 953
<b>TOTAL</b>	<b>27 643 191</b>	<b>13 675 953</b>

## 6.4. Rémunération du Commissaire aux comptes

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.

## 6.5. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -537 829 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>277 393</b>	<b>275 645</b>
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	277 393	269 148
Autres intérêts et produits assimilés		6 497
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>815 222</b>	<b>873 517</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	815 222	873 517
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-537 829</b>	<b>-597 872</b>

### Produits financiers

La part des entreprises liées représente **277 393 €**.

### Charges financières

La part des entreprises liées représente **386 874 €**.

Les produits financiers de participations se répartissent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant
- Dividendes Groupe	0
- Dividendes Hors Groupe	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

Sociétés concernées	Dividendes reçus
Relay@ADP	0

## 6.6. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 2 852 201 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>4 354 157</b>	<b>264 939</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	347 575	264 939
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 006 582	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 501 956</b>	<b>7 855 991</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	183 320	28 170
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 180 694	358 450
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	137 942	7 469 371
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>2 852 201</b>	<b>-7 591 052</b>

Les charges et les produits des éléments d'actif cédés s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Valeur brute	Valeur Nette Comptable	Prix de Cession	Résultat de cession
Ventes d'immobilisations corporelles				
Ventes d'immobilisations incorporelles				
Ventes d'immobilisations financières				
Mises au rebut Immobilisations incorporelles	19 389	0		
Mises au rebut Immobilisations corporelles	6 041 352	1 180 694		
<b>TOTAL</b>	<b>6 060 741</b>	<b>1 180 694</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 6.7. Impôt sur les bénéfices

### 6.7.1. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices liés à l'activité

Résultats	Bénéfices comptables avant impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Montant de l'impôt théorique	Report déficitaire à imputer IS	Dû	Résultat net après impôt
TOTAL	-14 410 775	-4 374 851	-18 785 626			-48 280	-14 362 494

		Exercice 2021
Bénéfice comptable de l'exercice		-14 362 494
1.	Réintégrations fiscales	-7 477 451
2.	Déductions fiscales	11 900 582
Détermination du résultat fiscal		BENEFICE
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables		18 785 625
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
<b>RESULTAT FISCAL</b>		<b>0</b>
		<b>18 785 625</b>

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

#### 6.7.2. Fiscalité différée

BASES	A l'ouverture de l'exercice (€)	Variations en résultat de l'exercice (€)	A la clôture de l'exercice (€)
<b>Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :</b>			
Provisions réglementées :			
<b>Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :</b>			
Provision pour indemnité de départ à la retraite			
Participation			
Contribution sociale de solidarité	368 108	132 129	500 237
Provision dépréciation des créances Clients			
Autres provisions pour risques			
Tascom			507 768
<b>TOTAL</b>	<b>368 108</b>	<b>132 129</b>	<b>1 008 005</b>

### 6.7.3. Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2021
Résultat de l'exercice	-14 362 494
- Impôt sur les bénéfices	0
- Crédits d'impôts :	-48 280
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	-31 480
réduction d'impôt en faveur du mécénat	-16 800
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	
<b>Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)</b>	<b>-14 410 774</b>
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	0
<b>Résultat hors dispositions fiscales</b>	<b>-14 410 774</b>

## 7. INFORMATIONS DIVERSES

### 7.1. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2021	Effectif
Cadres	106
Agents de maîtrise, techniciens et employés	1 817
Ouvriers	
<b>TOTAL</b>	<b>1 923</b>

### 7.2. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes des sociétés Groupe Lagardère SCA, siren 320 366 446, sise 4 rue de Presbourg 75116 Paris et selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes d' Aéroports de Paris SAS, siren 552 016 628, sise 1 rue de France 93290 Tremblay en France .

### 7.3. Liste des filiales et des participations

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE SAS AU 31/12/2021

Informations financières Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital et que le résultat de l'exercice	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts (*) et avances (*) consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultats (Déficits ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes reçus par Société de distribution aéroportuaire au cours de l'exercice	Observations
Relay@ADP SAS Siren : 533970950 Siège : 4-10 Avenue André Malraux Immeuble Octant 92300 LEVALLOIS PERRET	3 000 000 €	- 6 554 000 €	2%	60 000 €	60 000 €	-	-	35 819 000 €	- 3 244 000 €		
SDA Croatia d.o.o number : 080852818 siège : Zagreb, Buzinsky prilaz 10	1 920 000 HRK	-48 593 908 HRK	100%	558 794 €	558 794 €	10 650 000 €	-	60 689 000 HRK	-6 175 731 HRK		

### 7.4. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

## 7.5. Engagements financiers

### 7.5.1. Engagements donnés

Engagements donnés	Total	-1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie	3 194 392	0	392 180	2 802 212
Liés aux locations	3 149 269	713 058	2 325 736	110 475
Liés aux prestations de services Recette interrégionale de Roissy-Orly	559 469		559 469	
	<b>6 903 129</b>	<b>713 058</b>	<b>3 277 385,26</b>	<b>2 912 687</b>

### 7.5.2. Engagements reçus

La Société de Distribution Aéroportuaire n'a reçu aucun engagement financier.

## 7.6. Engagements sur le personnel

### 7.6.1. Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite pour personnel en activité s'élève à 2 366 717 €.

La convention collective applicable au groupe Lagardère Travel Retail prévoit le paiement d'une indemnité au moment de la retraite. Son montant dépend de l'ancienneté du salarié à son départ et de sa catégorie socioprofessionnelle. Le calcul de l'engagement repose sur une estimation individuelle des indemnités à payer au moment du départ en retraite qui est fonction, d'une part, de l'âge probable du départ en retraite, et d'autre part, d'une augmentation de la rémunération de base jusqu'à l'âge de départ d'environ 3%.

Les montants ainsi estimés ont été actualisés sur la base d'un taux de 0,5%.

Se référer au paragraphe 5.2.1 Provision pour risques et charges pour obtenir la variation de la provision pour pensions et obligations similaires.

### 7.6.2. Participation des salariés

Le résultat fiscal de l'exercice étant déficitaire, il n'y a pas de réserve spéciale de participation.

# SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE

Société par actions simplifiée au capital 1.000.000 euros

Siège Social : 3-9, avenue André Malraux - Immeuble Sextant - 92300 Levallois-Perret

448 457 978 R.C.S. Nanterre

## PROCES-VERBAL DES DÉCISIONS DES ASSOCIES ADOPTÉES LE 20 AVRIL 2022

Les soussignés :

- Monsieur **Lucio ROSSETTO**, agissant en qualité de Président de **LAGARDERE DUTY FREE**, société par actions simplifiée dont le siège social est Immeuble Sextant 3-9, avenue André Malraux- 92300 Levallois Perret propriétaire de ..... 25.000 actions (catégorie A)
  - Monsieur **Augustin de ROMANET**, agissant en qualité de Président-Directeur Général d'**AEROPORTS DE PARIS** société anonyme dont le siège social est au 1, rue de France – 93290 Tremblay-en-France propriétaire de ..... 25.000 actions (catégorie B)
- Total des actions ..... 50.000 actions

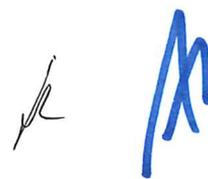
agissant en qualité de seuls associés de la SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE sus-dénommée, se sont prononcés par acte sous seing privé sur l'ordre du jour suivant :

- *approbation des comptes sociaux de l'exercice 2021*
- *affectation du résultat social*
- *examen du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 227-10 du code de commerce*
- *augmentation de capital en numéraire d'un montant de 34.252.160 € par voie d'émission au pair d'1.712.608 actions nouvelles, à libérer intégralement lors de la souscription par versements en espèces, avec maintien du droit préférentiel de souscription et délégation de pouvoirs au Président*
- *réduction du capital social motivée par des pertes d'un montant de 34.252.160 € par imputation du poste « Autres Réserves » débiteur à due concurrence*
- *délégation de pouvoirs au Président à l'effet de procéder à une réduction du capital social motivée par des pertes, par annulation d'actions existantes*
- *augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires dont la souscription sera réservée aux salariés de l'entreprise*
- *pouvoirs pour les formalités*

après avoir pris connaissance des documents communiqués à chacun des associés par le Président de la société qui ont par ailleurs été adressés aux représentants du comité social et économique et au commissaire aux comptes, comprenant :

- *les comptes annuels de l'exercice écoulé,*
- *le rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021,*
- *les rapports du commissaire aux comptes,*
- *le texte du projet de résolutions soumises à l'approbation des associés,*

### Première résolution- approbation des comptes sociaux de l'exercice 2021



Les associés, après avoir pris connaissance :

- ✓ du rapport de gestion établi par la Présidence sur la situation et l'activité de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 et sur les comptes correspondants,
- ✓ du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels,

approuvent ces rapports dans toutes leurs parties et sans réserve, ainsi que les comptes annuels de l'exercice écoulé tels qu'ils sont établis et leur ont été présentés ; les associés donnent en conséquence quitus à la Présidence et au Directeur Général pour leur gestion durant l'exercice écoulé.

Conformément à l'article 223 quater du code général des impôts, les associés approuvent le montant global des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 dudit code mentionnées dans les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui s'élève à 15.424 € au titre d'amortissements excédentaires ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 6.692 €.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **Deuxième résolution - affectation du résultat social**

A la suite des décisions du Président en date du 2 septembre 2021 ayant constaté la réduction du capital social motivée par des pertes du 26 juillet 2021, d'un montant de 33.000.000 euros, le compte « Autres Réserves », a été ramené de -56.048.205,03 euros à -23.048.205,03 euros.

Les associés constatant que les comptes annuels de l'exercice écoulé présentent un résultat déficitaire de -14.362.494,44 euros, décident d'affecter intégralement cette perte au compte "Autres Réserves" dont le montant passera de -23.048.205,03 euros à -37.410.699,47 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte que les sommes distribuées à titre de dividende pour les trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Dividende total versé	Abattement Fiscal
2018	Néant	Néant
2019	Néant	Néant
2020	Néant	Néant

La résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **Troisième résolution - conventions réglementées**

Les associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L 227-10 du code de commerce, approuvent les termes dudit rapport.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **Quatrième résolution - augmentation de capital en numéraire d'un montant de trente-quatre millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (34.252.160 €) par voie d'émission au pair d'un million sept cent douze mille six cent huit (1.712.608) actions nouvelles, à libérer intégralement lors de la souscription par versements en espèces, avec maintien du droit préférentiel de souscription et délégation de pouvoirs au Président**

Les associés, connaissance prise du rapport du Président, et

**constatant** que le capital social de la Société est entièrement libéré,



**décident** d'augmenter le capital social d'un montant de trente-quatre millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (34.252.160 €) pour le porter d'un million d'euros (1.000.000 €) à trente-cinq millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (35.252.160 €), par création d'un million sept cent douze mille six cent huit (1.712.608) actions nouvelles émises au pair, de 20 € de valeur nominale chacune (les « **Actions Nouvelles**»), avec maintien du droit préférentiel de souscription des associés, à libérer intégralement à la souscription, par versement en espèces,

**décident que :**

- les associés jouiront d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible, à concurrence de huit cent cinquante-six mille trois cent quatre (856.304) Actions Nouvelles par associé, justifié par l'inscription en compte des actions auquel il est attaché ;
- les associés bénéficieront en outre d'un droit de souscription à titre réductible, en vertu duquel les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel proportionnellement à leurs droits de souscription, dans la limite de leurs demandes ;
- les associés pourront céder ou négocier leurs droits de souscription dans les mêmes conditions et limites que les actions auxquelles ils sont attachés ;
- les souscriptions et versements seront reçus au siège social de la Société, à compter de ce jour jusqu'au 30 avril 2022 (inclus), étant précisé que les souscriptions seront closes par anticipation dès lors que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés, ou que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription des associés qui n'auraient pas souscrit ;
- les versements d'espèces devront être effectués par virement sur le compte d'augmentation de capital dédié ouvert au nom de la Société dans les comptes de la banque BNP PARIBAS, sous le numéro IBAN FR76 3000 4008 9200 0107 7923 521 ; et
- si, à la date de clôture des souscriptions, la totalité des souscriptions et versements exigibles n'avait pas été recueillie, la décision d'augmentation de capital sera caduque ;
- les Actions Nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social.

Les associés décident de **déléguer** au Président de la Société tous pouvoirs à l'effet de :

- recueillir la souscription des Actions Nouvelles et en constater leur libération ;
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant ;
- modifier corrélativement les statuts ; et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de ladite augmentation de capital et à la modification des statuts y afférente.

La résolution est adoptée à l'unanimité

**Cinquième résolution - réduction du capital social motivée par des pertes d'un montant de trente-quatre millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (34.252.160 €) par imputation du poste « Autres Réserves » débiteur à due concurrence**

Les associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, sous réserve de la réalisation définitive de l'augmentation de capital visée à la précédente résolution,

**constatent** que le poste « Autres Réserves » débiteur de la Société s'établit à ce jour à -37.410.699,47 euros, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale de la deuxième résolution relative à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021,

**décident** de réduire le capital d'un montant de trente-quatre millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (34.252.160 €), pour le ramener de trente-cinq millions deux cent cinquante-deux mille cent soixante euros (35.252.160 €) à un million d'euros (1.000.000 €), par imputation du poste « Autres Réserves » débiteur à due concurrence, qui sera ainsi ramené de -37.410.699,47 euros à - 3.158.539,47 euros.

Cette réduction de capital sera réalisée par voie d'annulation d'un million sept cent douze mille six cent huit (1.712.608) actions existantes d'une valeur nominale de 20 euros chacune, qui sera supportée à concurrence de huit cent cinquante-six mille trois cent quatre (856.304) actions de catégorie B par Aéroports de Paris et huit cent cinquante-six mille trois cent quatre (856.304) actions de catégorie A par Lagardère Duty Free.

Les associés **décident** de déléguer au Président de la Société tous pouvoirs à l'effet de :

- constater la réalisation de la réduction de capital et à l'annulation corrélative des actions ;
- modifier corrélativement les statuts ; et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de la réduction de capital et à la modification des statuts y afférente.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

**Sixième résolution – délégation de pouvoirs au Président à l'effet de procéder à une réduction du capital social motivée par des pertes, par annulation d'actions existantes**

Les associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes,

**décident**, sous condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital 2, tel que ce terme est défini à l'article 2.2 du protocole d'accord conclu en date du 16 novembre 2021 (le « **Protocole** ») entre Aéroports de Paris et Lagardère Duty Free :

- d'autoriser le Président, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-204 du Code de commerce, à procéder à une réduction du capital social de la Société motivée par des pertes, afin de ramener le capital social à un montant qui ne pourra être inférieur à un million d'euros (1.000.000 €) conformément aux termes de l'article 2.3 du Protocole, par annulation d'actions existantes de vingt (20) euros de valeur nominale chacune ;
- que la réduction du capital devra en tout état de cause être réalisée (i) dans la limite du montant correspondant à l'Augmentation de Capital 2 et (ii) dans la limite du montant des pertes antérieures et le cas échéant, des pertes probables de l'exercice clos le 31 décembre 2022, au jour de la mise en œuvre par le Président de la présente délégation ;
- que la réduction du capital ne pourra porter atteinte à l'égalité des associés et devra être supportée par chacun des associés à proportion de sa participation au capital de la Société ;
- que le montant de la réduction du capital devra être imputé sur le compte "Autres Réserves" débiteur et le cas échéant sur un compte de réserves indisponibles destiné à l'imputation des pertes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
- que cette délégation prendra fin le 31 décembre 2022 (inclus),

- qu'il ne pourra être fait usage de cette délégation par le Président que, sous condition suspensive que l'Augmentation de Capital 2 soit également mise en œuvre par le Président dans le cadre de la Délégation, tel que ce terme est défini dans le préambule du Protocole, lui ayant été accordée aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2021.

Les associés **décident** de déléguer au Président tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées, et notamment :

- d'arrêter définitivement le montant de la réduction de capital à l'issue de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital 2, conformément aux termes du Protocole;
- de procéder corrélativement à l'annulation des actions de catégorie A et de catégorie B dans le respect de l'égalité des associés ;
- d'affecter le montant résultant de la réduction de capital au compte "Autres Réserves" débiteur et, le cas échéant, sur un compte de réserves indisponibles destiné à l'imputation des pertes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
- de constater la réalisation définitive de la réduction de capital ;
- de constater le cas échéant la reconstitution des capitaux propres ;
- de modifier corrélativement les statuts ; et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de la réduction de capital et à la modification des statuts y afférente.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

**Septième résolution – augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires dont la souscription sera réservée aux salariés de l'entreprise**

Les associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes **décident**, afin de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6, alinéa 1 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

Les associés **décident** à ce titre :

- de déléguer au Président les compétences nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions réservées aux salariés tels que prévus aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce,
- de supprimer en conséquence le droit préférentiel de souscription attribué aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription desdites actions aux salariés de la Société,
- de fixer à 26 mois à compter du jour de la présente décision, la durée de validité de la présente délégation,
- de fixer à 3% du capital social le montant maximal des actions qui pourront être ainsi émises et attribuées aux salariés de la Société,
- que le prix de souscription d'une action sera déterminé par le Président selon les modalités suivantes : le prix de souscription est déterminé conformément aux méthodes objectives retenues en matière

d'évaluation d'actions en tenant compte, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la situation nette comptable, de la rentabilité et des perspectives d'activité de l'entreprise. Ces critères sont appréciés le cas échéant sur une base consolidée ou, à défaut, en tenant compte des éléments financiers issus de filiales significatives. A défaut, le prix de souscription est déterminé en divisant par le nombre de titres existants le montant de l'actif net réévalué d'après le bilan le plus récent, et

- de donner tous pouvoirs au Président pour accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentation(s) de capital à réaliser en exécution de la présente décision, ainsi que pour modifier les statuts en conséquence, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

La résolution est rejetée à l'unanimité.

#### **Huitième résolution - pouvoirs pour formalités**

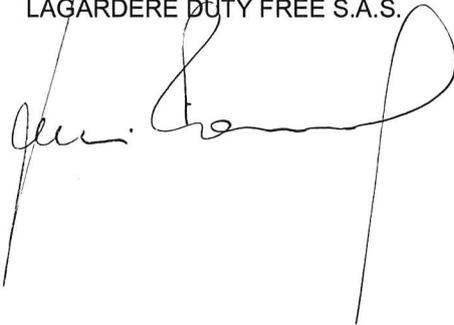
Les associés donnent tous pouvoirs à la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (RCS Nanterre 552 119 455) aux fins de procéder et ce, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, aux formalités de dépôt et de publicité qui s'imposent, notamment au Registre du Commerce et des Sociétés du ressort du siège social de la société.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

---

Le présent acte signé par la collectivité des associés sera retranscrit dans le registre des procès-verbaux des délibérations des associés.

**Monsieur Lucio ROSSETTO**  
Président de la société  
LAGARDERE DUTY FREE S.A.S.



**Monsieur Augustin de ROMANET**  
Président-Directeur Général  
d'AÉROPORTS DE PARIS S.A.





# **Société de Distribution Aéroportuaire**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

ERNST & YOUNG et Autres



## Société de Distribution Aéroportuaire

Exercice clos le 31 décembre 2021

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la Société de Distribution Aéroportuaire,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société de Distribution Aéroportuaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 31 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres

Sébastien Huet

Alban de Claverie

# SDA

SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE

2021

COMPTES ANNUELS  
SAS SOCIETE DE DISTRIBUTION  
AEROPORT  
EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

# I. BILAN AU 31/12/2021

## A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				800
Frais de développement	5 822	5 822		
Concessions, brevets et droits similaires	906 409	900 580	5 829	16 624
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				27 353
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	49 496	27 212	22 284	31 137
Autres immobilisations corporelles	107 965 106	84 341 839	23 623 266	28 369 246
Immobilisations en cours	4 867 325		4 867 325	6 613 685
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	618 794		618 794	618 794
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	10 650 000		10 650 000	10 350 000
Autres immobilisations financières	246 395		246 395	246 395
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>125 309 346</b>	<b>85 275 453</b>	<b>40 033 893</b>	<b>46 274 035</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	40 822 029	6 229 538	34 592 492	37 197 253
Avances, acomptes versés sur commandes	2 577 339		2 577 339	24 102 914
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	17 571 659		17 571 659	8 232 328
Autres créances	11 022 847		11 022 847	14 078 512
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	22 293 265		22 293 265	2 706 268
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	3 239 000		3 239 000	723 797
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>97 526 140</b>	<b>6 229 538</b>	<b>91 296 602</b>	<b>87 041 073</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>222 835 486</b>	<b>91 504 991</b>	<b>131 330 495</b>	<b>133 315 107</b>

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 000 )	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-435	-435
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	100 000	100 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Fluct cours : )		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes : )	-23 048 205	8 661 603
Report à nouveau		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>-14 362 494</b>	<b>-64 709 809</b>
Subventions d'investissement	2 058 984	1 162 981
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-34 252 151</b>	<b>-53 785 660</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	8 467 296	15 179 470
Provisions pour charges	2 366 717	2 832 439
<b>PROVISIONS</b>	<b>10 834 013</b>	<b>18 011 909</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	72 525 894	74 170 809
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic : )	10 331 640	10 227 581
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	100 000	100 001
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 048 895	24 632 495
Dettes fiscales et sociales	19 691 206	17 373 549
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 050 997	42 584 424
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>154 748 633</b>	<b>169 088 858</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>131 330 495</b>	<b>133 315 107</b>

## II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021		Total	Exercice 2020
	France	Exportation		
Ventes de marchandises	67 500 636	241 474 977	308 975 613	221 756 959
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 915 790	4 373	24 920 163	15 988 131
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>92 416 426</b>	<b>241 479 350</b>	<b>333 895 775</b>	<b>237 745 090</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			11 800 000	
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			15 005 106	12 426 912
Autres produits			838 086	1 249 041
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>361 538 967</b>	<b>251 421 043</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			139 711 353	95 512 105
Variation de stock (marchandises)			9 656 509	13 587 587
Achats de matières premières et autres approvisionnements			616 882	666 139
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			77 163 361	66 543 037
Impôts, taxes et versements assimilés			5 637 321	4 816 597
Salaires et traitements			35 826 354	28 280 092
Charges sociales			14 089 409	11 790 966
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 530 905	10 111 916
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 430 666	13 316 185
Dotations aux provisions			2 738 953	3 802 267
Autres charges			78 862 403	59 582 749
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>378 264 114</b>	<b>308 009 639</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-16 725 147</b>	<b>-56 588 596</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>277 393</b>	<b>275 645</b>
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			277 393	269 148
Autres intérêts et produits assimilés				6 497
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>815 222</b>	<b>873 517</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			815 222	873 517
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-537 829</b>	<b>-597 872</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-17 262 976</b>	<b>-57 186 469</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>4 354 157</b>	<b>264 939</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			347 575	264 939
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 006 582	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>1 501 956</b>	<b>7 855 991</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			183 320	28 170
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 180 694	358 450
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			137 942	7 469 371
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>2 852 201</b>	<b>-7 591 052</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-48 280	-67 712
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>366 170 517</b>	<b>251 961 626</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>380 533 012</b>	<b>316 671 435</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>			<b>-14 362 494</b>	<b>-64 709 809</b>

# 1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

## 1.1. Activité de la société

La Société de Distribution Aéroportuaire est une société par actions simplifiée détenue par la société Lagardère Duty Free à hauteur de 50 % et par Aéroports de Paris à hauteur de 50 %.

La société a pour objet l'aménagement, l'exploitation et le développement de surfaces commerciales dans les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et de Paris-Orly, ainsi que dans tout autre aéroport situé à l'étranger.

Plus généralement, elle pourra réaliser, directement ou indirectement, toutes opérations et toutes activités de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

## 1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2021 a été marqué par :

- L'impact de la pandémie de Coronavirus, qui a commencé en 2020, s'est prolongé en 2021 avec notamment les ventes Chine (qui représente notre seconde nationalité après les Français en terme de ventes) qui sont toujours en très fort retrait par rapport à notre année de référence 2019 (-83%).
- Un trafic toujours en très fort recul vs 2019 (-61,4%), et ce malgré une légère reprise vs 2020 (+27,1%)
- L'année 2021 se décompose en plusieurs phases en raison de la pandémie :
  - o Du 20 mars au 19 mai : fermeture réglementaire liée à la situation sanitaire des commerces non essentiels :
    - Fermeture des points de vente Core Business et Mode
    - Maintien de l'activité « Shop and Collect »
  - o Réouverture des points de vente le 19 mai
  - o Reprise progressive de l'activité à partir de juin avec notamment :
    - Ouverture des points de vente de la liaison BD le 2 juin
    - Réouverture des points vente Mode (Dior-Chanel) fin juin sur le S3
  - o Réouverture du terminal S4 non prévue au dernier estimé (Hermès, Longchamp, Bulgari) à partir de novembre
- Cette baisse du trafic vs. 2019 (-61,4%) s'est traduite par une baisse des ventes de -60,9% vs. 2019 malgré une adaptation permanente aux contraintes imposées par la pandémie.
- Dans ce contexte d'activité réduite qui se poursuit, les investissements se sont fortement réduits sur la période avec un total de 6,0 M€ (contre 9.2 M€ en 2020 et 9.7 M€ prévus au budget 2021).
- Le renouvellement des deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un total de 50 Millions d'Euros

Avec un confinement moins important en 2021 qu'en 2020, le chiffre d'affaires net de l'exercice 2021 progresse à 333,9 M€ versus 237,7 M€ en 2020 (soit +40,5 %) et se répartit en 2 composantes :

- 309,0 M€ concernant le chiffre d'affaires marchandises, soit une hausse de +39,0 % versus 2020, dont :
  - Une progression de l'activité Core de +41,4% à 239,8 M€ dont +27,1 % de trafic et +11,3 % de CA PAX
  - Une progression de l'activité Mode de +32,4% à 61,8 M€ dont +27,1 % de trafic et +4,2 % de CA PAX.
  - Le CA FNAC reste stable par rapport à 2020 à 5,6 M€ dont +27,1 % de trafic et -21,3 % de CA PAX.

Dans ce contexte de reprise, il est à noter un élément remarquable : malgré un mix faisceau défavorable (reprise plus importante du trafic duty paid (+28,8%) que le duty free (+24,8%), la fermeture de certaines catégories et d'une partie du périmètre des points de vente du 20 mars au 19 mai, le CA PAX est en progression vs. 2020 (+1,22€, soit + 9%) et en légère amélioration vs. 2019 (+0,08€, soit +0,6%), ce qui montre l'effet bénéfique d'un trafic concentré sur les terminaux dotés d'un dispositif commercial important et rénové.

- 24.9 M€ (+55,9 % versus 2020) au titre des prestations de services dont :
  - La refacturation de la prestation détaxe 2021 pour 0,2 M€ (contre 0,9 M€ en 2020)
  - Les commissions des points de vente en commissions-affiliations pour 2,2 M€ vs. 1,9 M€ en 2020
  - Les produits de la sacherie (0,2M€), refacturée depuis 2021
  - 22,2 M€ de coopérations commerciales / NRI (« non retail income ») contre 13,2 M€ en 2020

La part du chiffre d'affaires Duty Free est en léger retrait à 78.0 % (vs. 78.8 % en 2020) en raison de la baisse plus importante de ce trafic et d'un mix faisceau défavorable.

Les effectifs moyens sur la période s'élèvent à 1923 salariés versus 2.176 en 2020. Depuis 2020, l'ensemble de l'effectif est inclus dans le dispositif d'activité partielle et travaille donc en fonction du volume d'activité. Ce dispositif a été maintenu en 2021. Du fait du fort recul de l'activité, un projet de licenciement collectif pour motif économique incluant un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) a été validé par la DIRECCTE et appliqué en 2021. Il sera terminé à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2022.

SDA Croatia, filiale à 100 % de SDA qui opère deux points de vente à l'aéroport de Zagreb (concession d'une durée de 15 ans) a également été très affectée par le COVID avec un chiffre d'affaires 2021 à 7.4 M€ contre 4.3 M€ en 2020, et 15.8 M€ en 2019.

## 2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'année 2022 reste impactée par le Coronavirus et ses conséquences avec des prévisions de trafic encore réduites par rapport à 2019, malgré une reprise par rapport à 2021. (+79% vs 2020 soit -31% vs 2019).

Le budget 2022 prévoit une croissance des ventes de +77,4% vs. 2021 (soit -30,7% vs. 2019). Cependant, nous avons identifié un risque notamment lié au faisceau Chine/Asie dont la volumétrie de trafic ne devrait pas être au niveau budgété.

Les investissements sont en hausse avec 13,9 M€ budgétés en 2022 (vs 9,7 M€ prévus lors du dernier estimé 2021). Sont notamment intégrés les investissements relatifs à l'ouverture du terminal T1 en décembre 2022.

### 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2016-07 du 4 Novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 3.1. Immobilisations

##### 3.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les logiciels sont amortis en linéaire sur 3 ans.

##### 3.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation	Amort fiscalement pratiqués
Frais de développement	3 ans L	3 ans L
Installations techniques, mat.outillage	5 ans L	5 ans L
Install. générales agencets, aménagts	7 ans L	7 ans L
Matériel de transport	3/5 ans L	3/5 ans L
Matériel de bureau et informatique	3/5 ans L	3/5 ans L
Mobilier	3/5 ans L	3/5 ans L

##### 3.1.3. Immobilisations financières

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les participations détenues dans des sociétés de capitaux sont évaluées sur la base de la quote-part de situation nette au 31 décembre de l'exercice et des perspectives de rentabilité ou de vente.

Une provision pour dépréciation est constituée si nécessaire, à concurrence de la différence entre la quote-part de situation nette incluant les perspectives de rentabilité et la valeur brute comptable de la participation. En cas de situation nette négative, il est également procédé à la dépréciation des participations et des créances détenues.

### **3.2. Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

#### **3.2.1. Marchandises**

Les stocks de marchandises sont constitués principalement d'alcools, de parfums et de cosmétiques, de tabacs, d'articles de gastronomie et de mode.

Leur coût comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Ils sont valorisés au prix moyen pondéré.

#### **3.2.2. Dépréciation des stocks**

La provision pour dépréciation de stock de marchandises est assise sur trois critères principaux :

- Délais de rotation
- Décote de collection (effet de mode)
- Ecart de phasage

### **3.3. Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **3.4. Provisions pour risques**

Les provisions pour risques sont constituées pour tenir compte des risques existant à la date de clôture des comptes.

### **3.5. Dérogations aux principes généraux**

#### **3.5.1. Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### **3.5.2. Changements de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

#### **3.5.3. Informations complémentaires**

Néant.

## 4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

### 4.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

#### 4.1.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	5 822				5 822
Autres postes d'immobilisation incorporelles	953 151		27 353	19 389	906 409
<b>Total 1 Incorporelles</b>	<b>958 973</b>	<b>-27 353</b>	<b>0</b>	<b>19 389</b>	<b>912 231</b>
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	81 700 385	6 265 334		4 764 029	83 201 690
Installations techniques, matériels et outillages	49 496				49 496
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	23 360 902	2 679 836		1 277 322	24 763 416
Emballages récupérables et divers					
<b>Total 2 Corporelles</b>	<b>105 110 783</b>	<b>8 945 170</b>	<b>0</b>	<b>6 041 351</b>	<b>108 014 602</b>
Immobilisations corporelles en cours (1)	6 613 685	2 119 372	3 865 732		4 867 325
<b>Total 3 Encours Corporelles</b>	<b>6 613 685</b>	<b>2 119 372</b>	<b>3 865 732</b>	<b>0</b>	<b>4 867 325</b>
Acomptes					
<b>TOTAL</b>	<b>112 683 441</b>	<b>11 037 189</b>	<b>3 865 732</b>	<b>6 060 740</b>	<b>113 794 158</b>

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

La ligne « Autres postes d'immobilisations incorporelles » d'un montant de 906 409 € comprend principalement des logiciels.

La ligne « Immobilisations corporelles en cours » d'un montant de 4 867 325 € comprend principalement des aménagements et installations en cours de réalisation sur nos points de vente.

#### 4.1.2. Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Se référer au paragraphe [3.1. Immobilisations](#).

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	5 022	800		5 822
Autres immobilisations incorporelles	909 174	10 795	19 389	900 580
<b>Total 1</b>	<b>914 196</b>	<b>11 595</b>	<b>19 389</b>	<b>906 402</b>
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	61 553 454	9 063 767	3 695 272	66 921 949
Installations techniques, matériels et outillages	18 359	8 853		27 212
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	15 138 586	3 446 690	1 165 385	17 419 891
Emballages récupérables et divers				
<b>Total 2</b>	<b>76 710 399</b>	<b>12 519 310</b>	<b>4 860 657</b>	<b>84 369 052</b>
<b>TOTAL</b>	<b>77 624 595</b>	<b>12 530 905</b>	<b>4 880 046</b>	<b>85 275 454</b>

#### 4.1.3. Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe [5.2. Etat des provisions](#).

## 4.2. Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2020	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2021	Provision	Valeur Nette au 31/12/2021
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	618 794			618 794		618 794
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	10 596 395	300 000		10 896 395		10 896 395
<b>TOTAL</b>	<b>11 215 189</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>11 515 189</b>	<b>0</b>	<b>11 515 189</b>

Les « Autres participations » d'un montant de 618 794€ correspondent aux titres détenus sur :

- La société Relay@ADP pour 60 000€
- La société SDA Retail Croatia pour 558 794€

Les « Prêts et autres immobilisations financières » d'un montant de 10 896 395 € correspondent aux éléments suivants :

- Prêt à SDA Retail Croatia pour 10 650 000 €
- Dépôts et cautionnements pour 246 395 €
- 

## 4.3. Comptes de stocks de marchandises et de travaux en cours

Le montant des stocks se décompose ainsi :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	Dépréciation	Solde au 31/12/2021
Matières premières			
Marchandises	40 822 029	6 229 538	34 592 492
Produits finis			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
<b>TOTAL</b>	<b>40 822 029</b>	<b>6 229 538</b>	<b>34 592 492</b>

**4.4. Provisions pour dépréciation des stocks et des créances**

Se référer au paragraphe [5.2.2. Provisions pour dépréciation des stocks](#).

**4.5. Etat des échéances des créances**

Les créances détenues par la société s'élèvent à 42 729 902 € en valeur brute au 31/12/2021 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE :</b>	<b>10 896 395</b>	<b>3 400 000</b>	<b>7 496 395</b>
Créances rattachées à des participations			
Prêts	10 650 000	3 400 000	7 250 000
Autres immobilisations financières	246 395		246 395
<b>ACTIF CIRCULANT :</b>	<b>31 833 506</b>	<b>31 833 506</b>	<b>0</b>
Clients	17 571 659	17 571 659	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés	61 151	61 151	
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	9 329 832	9 329 832	
Groupe et associés	60 000	60 000	
Débiteurs divers	1 571 864	1 571 864	
Charges constatées d'avance	3 239 000	3 239 000	
<b>TOTAL</b>	<b>42 729 901</b>	<b>35 233 506</b>	<b>7 496 395</b>
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	300 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

#### 4.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	17 571 659		17 571 659	8 232 328
Autres créances	11 022 847		11 022 847	14 078 512
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL</b>	<b>28 594 506</b>	<b>0</b>	<b>28 594 506</b>	<b>22 310 840</b>

Dont créances Groupe :

Chiffres exprimés en euros	2021	2020
Clients sociétés Groupe	7 323 738	3 217 346
Clients factures à établir Groupe	8 826 453	4 171 547
Comptes Courants Groupe	60 000	
<b>TOTAL</b>	<b>12 210 191</b>	<b>7 388 893</b>

#### 4.7. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
RRR à obtenir & avoirs non parvenus		118 892
Produits à recevoir	559 046	4 742 441
Clients – Factures à établir	8 826 453	4 171 547
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant		
<b>TOTAL</b>	<b>9 385 499</b>	<b>9 032 880</b>

#### 4.8. Trésorerie

Situations	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Disponibilités	22 293 265	2 706 268
<b>TOTAL</b>	<b>39 007 426</b>	<b>2 706 268</b>

## 4.9. Comptes de régularisation

### 4.9.1. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 3 239 000 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Charges d'exploitation	751 624	723 797
Charges financières	2 487 376	
Charges exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>	<b>3 239 000</b>	<b>723 797</b>

### 4.9.2. Ecart de conversion

Les écarts de conversion actif et passif s'élèvent à 0€.

## 4.10. Créances sur les entreprises liées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Prêts	10 650 000	10 350 000
Créances clients et comptes rattachés	16 150 192	7 388 893
Avances et acomptes versés sur commandes	2 340 808	23 960 996
Autres créances	60 000	
Charges constatées d'avance	652 753	592 406
<b>Total Groupe et Associés</b>	<b>28 853 753</b>	<b>52 271 141</b>

## 5. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

### 5.1. Capitaux propres

#### Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale	Capital social
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice		
Actions ordinaires	50 000			20	1 000 000
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 50 000 actions d'une valeur nominale de 20 Euros chacune, toutes entièrement libérées.

Affectation des résultats de l'exercice 2020 :

Les comptes de l'exercice 2020 ont fait apparaître une perte de -64 709 809 €.

Le report à nouveau antérieur s'élevait à 0 €

Selon la décision de l'AGO statuant sur les comptes, cette perte a été affectée comme suit :

- - 64 709 809 € au poste de « Autres réserves ».

## Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-53 785 660
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-53 785 660
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	33 000 000	33 000 000
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	64 709 809	33 000 000
Variations des subventions d'investissement		896 003
Variations des provisions réglementées		
Variation du report à nouveau		
Distributions sur résultats antérieurs		
Variation du résultat	14 362 494	
	<b>SOLDE</b>	<b>-34 252 152</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-34 252 152

## 5.2. Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

### 5.2.1. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Autres provisions pour risques				
Provision restructuration	7 469 371	137 942	4 006 582	3 600 730
Provision pour réorganisation logistique	3 197 000	33 000	1 635 000	1 595 000
Risque commercial	1 914 222	235 278	295 453	1 854 046
Risque douanes				
Risque juridique	823 000		823 000	0
Risque Prud'hommes	565 261	103 957	321 699	347 518
Réorganisation boutique	1 210 617		140 617	1 070 000
Provisions pour indemnités de retraite	2 832 439	2 366 717	2832439	2 366 717
<b>TOTAL</b>	<b>18 011 910</b>	<b>2 876 894</b>	<b>10 054 790</b>	<b>10 834 011</b>

### 5.2.2. Provisions pour dépréciation des stocks

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Marchandises	13 316 185	1 430 666	8 517 313	6 229 538
<b>TOTAL</b>	<b>13 316 185</b>	<b>1 430 666</b>	<b>8 517 313</b>	<b>6 229 538</b>

### 5.2.3. Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Poste : Clients douteux	0			
Poste : Autres créances				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

5.3. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	20 008 333	20 008 333		
à plus d'1 an à l'origine	52 517 561		52 517 561	
Emprunts et dettes financières divers	10 227 260	2 127 260	5 400 000	2 700 000
Fournisseurs et comptes rattachés	35 048 895	35 048 895		
Personnel et comptes rattachés	7 673 519	7 673 519		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 627 888	7 627 888		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 471 076	1 471 076		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	2 918 724	2 918 724		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	104 381	104 381		
Autres dettes	17 150 997	17 150 997		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>154 748 634</b>	<b>94 131 073</b>	<b>57 917 561</b>	<b>2 700 000</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 517 561			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

#### 5.4. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fournisseurs Groupe	5 739 451	4 992 819
Fournisseurs Hors Groupe France	1 774 494	2 036 281
Fournisseurs Hors Groupe Etrangers	3 268	11 721
Fournisseurs factures non parvenues	27 531 683	17 591 674
<b>Valeurs nettes comptables</b>	<b>35 048 896</b>	<b>24 632 495</b>

#### 5.5. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
<b>Intérêts courus sur dettes établissements de crédit</b>		
<b>Intérêts courus sur emprunts</b>		
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>27 531 683</b>	<b>17 591 674</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>13 804 821</b>	<b>11 665 721</b>
Personnel et comptes rattachés	7 628 318	6 958 214
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 355 359	2 641 006
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 821 144	2 066 501
<b>Autres dettes</b>	<b>127 260</b>	<b>139 351</b>
<b>TOTAL</b>	<b>41 463 764</b>	<b>29 396 746</b>

#### 5.6. Trésorerie

Situations	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques	20 008 333	24 170 809
<b>TOTAL</b>	<b>20 002 333</b>	<b>24 170 809</b>

## 5.7. Comptes de régularisation

### 5.7.1. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 0€.

### 5.7.2. Ecart de conversion

Se référer au [paragraphe 4.9.2.](#)

## 5.8. Dettes sur les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées correspondent à :

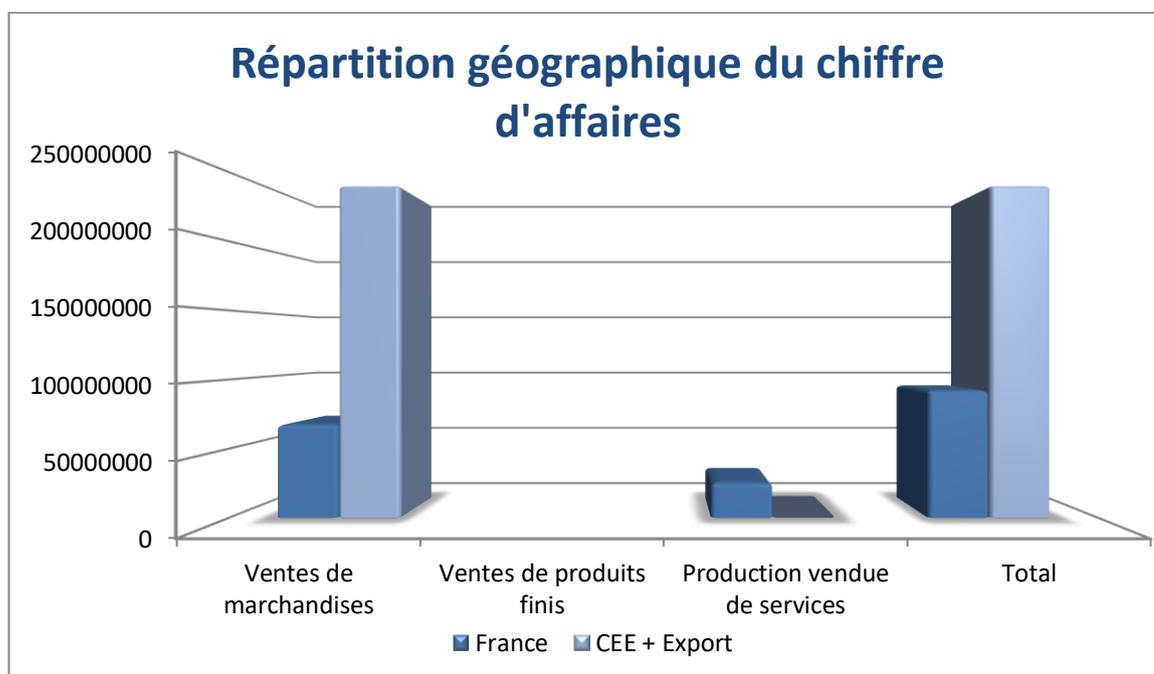
Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Emprunts	10 227 260	10 227 581
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 598 158	6 147 914
Fournisseurs, factures non parvenues	21 040 162	11 741 431
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Comptes courants Groupe	79 281	33 063 023

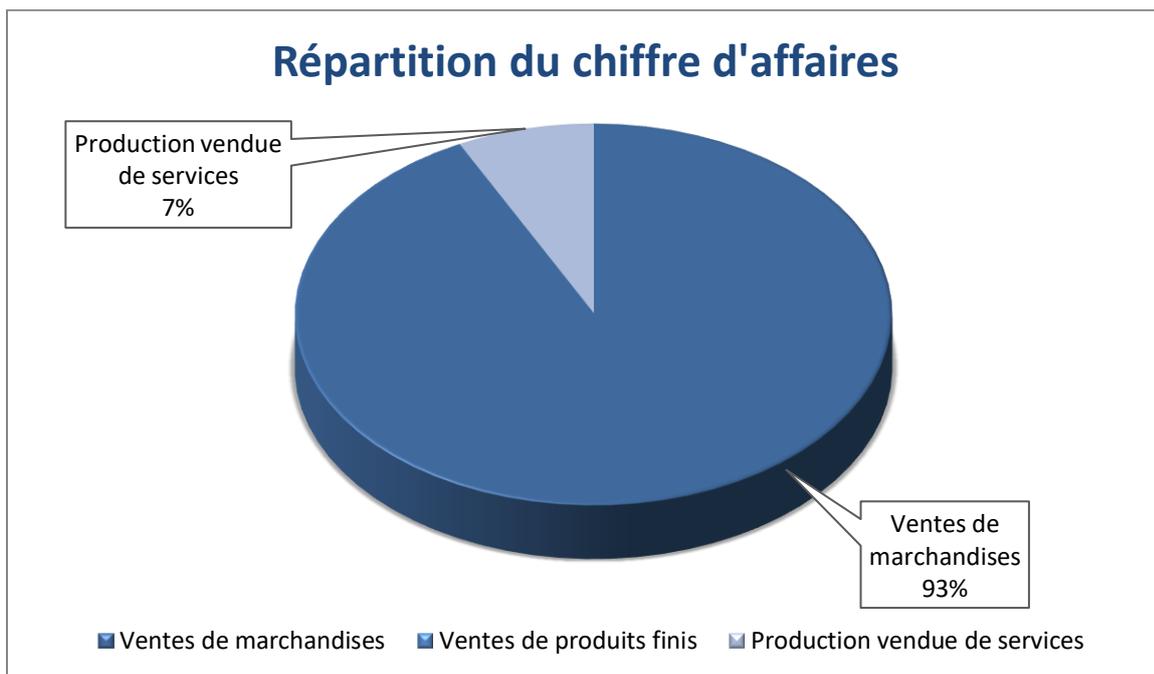
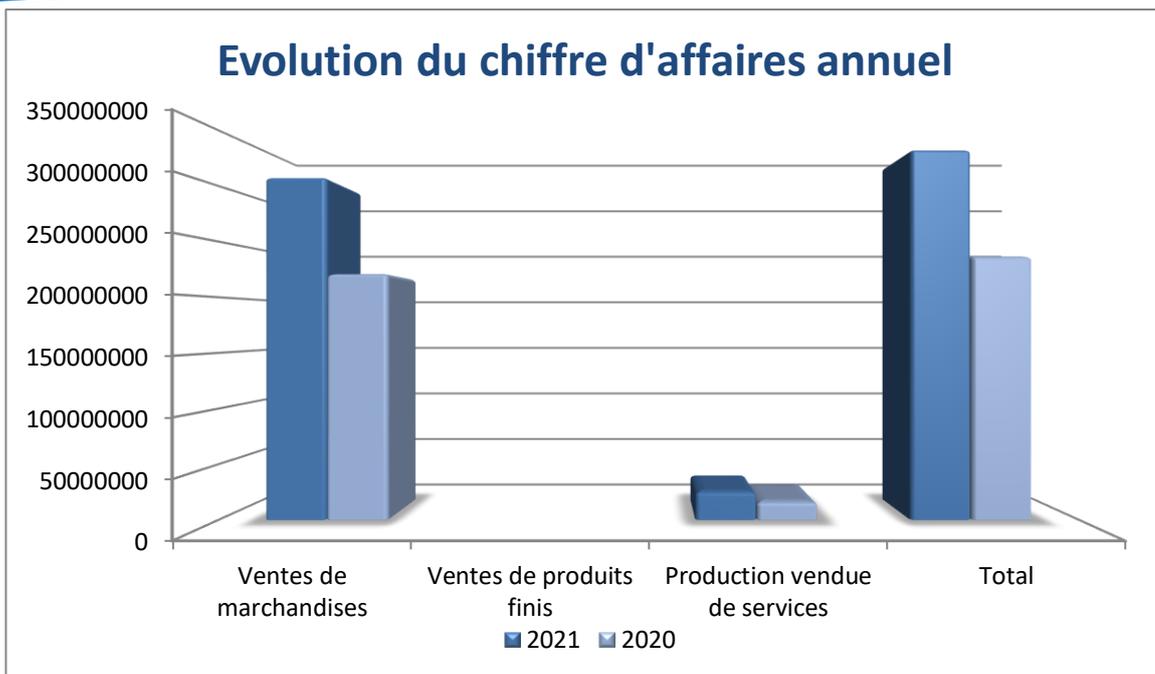
## 6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes de marchandises	67 500 636	241 474 977	308 975 613	221 756 959
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	24 915 790	4 373	24 920 163	15 988 131
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>92 416 426</b>	<b>241 479 350</b>	<b>333 895 775</b>	<b>237 745 090</b>
%	27,68 %	72,32 %	100,00 %	





**6.2. Transfert de charges**

Exprimé en €

Nature des transferts	Exercice N	Exercice N-1
Remboursement assurance	14 998	1 395
Frais personnel	33 290	22 808
Formation	245 737	92 318
Divers	145 558	1 319 368
<b>TOTAL</b>	<b>439 583</b>	<b>1 435 889</b>

**6.3. Autres produits d'exploitation**

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Production stockée		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	11 800 000	
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges et autres produits	15 843 191	13 675 953
<b>TOTAL</b>	<b>27 643 191</b>	<b>13 675 953</b>

**6.4. Rémunération du Commissaire aux comptes**

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.

## 6.5. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -537 829 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>277 393</b>	<b>275 645</b>
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	277 393	269 148
Autres intérêts et produits assimilés		6 497
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>815 222</b>	<b>873 517</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	815 222	873 517
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-537 829</b>	<b>-597 872</b>

### Produits financiers

La part des entreprises liées représente **277 393 €**.

### Charges financières

La part des entreprises liées représente **386 874 €**.

Les produits financiers de participations se répartissent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant
- Dividendes Groupe	0
- Dividendes Hors Groupe	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

Sociétés concernées	Dividendes reçus
Relay@ADP	0

## 6.6. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 2 852 201 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>4 354 157</b>	<b>264 939</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	347 575	264 939
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 006 582	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 501 956</b>	<b>7 855 991</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	183 320	28 170
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 180 694	358 450
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	137 942	7 469 371
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>2 852 201</b>	<b>-7 591 052</b>

Les charges et les produits des éléments d'actif cédés s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Valeur brute	Valeur Nette Comptable	Prix de Cession	Résultat de cession
Ventes d'immobilisations corporelles				
Ventes d'immobilisations incorporelles				
Ventes d'immobilisations financières				
Mises au rebut Immobilisations incorporelles	19 389	0		
Mises au rebut Immobilisations corporelles	6 041 352	1 180 694		
<b>TOTAL</b>	<b>6 060 741</b>	<b>1 180 694</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 6.7. Impôt sur les bénéfices

### 6.7.1. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices liés à l'activité

Résultats	Bénéfices comptables avant impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Montant de l'impôt théorique	Report déficitaire à imputer IS	Dû	Résultat net après impôt
TOTAL	-14 410 775	-4 374 851	-18 785 626			-48 280	-14 362 494

		Exercice 2021
Bénéfice comptable de l'exercice		-14 362 494
1.	Réintégrations fiscales	-7 477 451
2.	Déductions fiscales	11 900 582
Détermination du résultat fiscal		BENEFICE
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables		18 785 625
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
<b>RESULTAT FISCAL</b>		<b>0</b>
		<b>18 785 625</b>

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

### 6.7.2. Fiscalité différée

BASES	A l'ouverture de l'exercice (€)	Variations en résultat de l'exercice (€)	A la clôture de l'exercice (€)
<b>Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :</b>			
Provisions réglementées :			
<b>Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :</b>			
Provision pour indemnité de départ à la retraite			
Participation			
Contribution sociale de solidarité	368 108	132 129	500 237
Provision dépréciation des créances Clients			
Autres provisions pour risques			
Tascom			507 768
<b>TOTAL</b>	<b>368 108</b>	<b>132 129</b>	<b>1 008 005</b>

### 6.7.3. Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2021
Résultat de l'exercice	-14 362 494
- Impôt sur les bénéfices	0
- Crédits d'impôts :	-48 280
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	-31 480
réduction d'impôt en faveur du mécénat	-16 800
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	
<b>Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)</b>	<b>-14 410 774</b>
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	0
<b>Résultat hors dispositions fiscales</b>	<b>-14 410 774</b>

## 7. INFORMATIONS DIVERSES

### 7.1. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2021	Effectif
Cadres	106
Agents de maîtrise, techniciens et employés	1 817
Ouvriers	
<b>TOTAL</b>	<b>1 923</b>

### 7.2. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes des sociétés Groupe Lagardère SCA, siren 320 366 446, sise 4 rue de Presbourg 75116 Paris et selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes d' Aéroports de Paris SAS, siren 552 016 628, sise 1 rue de France 93290 Tremblay en France .

### 7.3. Liste des filiales et des participations

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS SOCIETE DE DISTRIBUTION AEROPORTUAIRE SAS AU 31/12/2021

Informations financières Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital et que le résultat de l'exercice	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts (*) et avances (*) consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultats (Déficits ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes reçus par Société de distribution aéroportuaire au cours de l'exercice	Observations
Relay@ADP SAS Siren : 533970950 Siège : 4-10 Avenue André Malraux Immeuble Octant 92300 LEVALLOIS PERRET	3 000 000 €	- 6 554 000 €	2%	60 000 €	60 000 €	-	-	35 819 000 €	- 3 244 000 €		
SDA Croatia d.o.o number : 080852818 siège : Zagreb, Buzinsky prilaz 10	1 920 000 HRK	-48 593 908 HRK	100%	558 794 €	558 794 €	10 650 000 €	-	60 689 000 HRK	-6 175 731 HRK		

### 7.4. Rémunération des organes d'administration

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

## 7.5. Engagements financiers

### 7.5.1. Engagements donnés

Engagements donnés	Total	-1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie	3 194 392	0	392 180	2 802 212
Liés aux locations	3 149 269	713 058	2 325 736	110 475
Liés aux prestations de services Recette interrégionale de Roissy-Orly	559 469		559 469	
	<b>6 903 129</b>	<b>713 058</b>	<b>3 277 385,26</b>	<b>2 912 687</b>

### 7.5.2. Engagements reçus

La Société de Distribution Aéroportuaire n'a reçu aucun engagement financier.

## 7.6. Engagements sur le personnel

### 7.6.1. Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite pour personnel en activité s'élève à 2 366 717 €.

La convention collective applicable au groupe Lagardère Travel Retail prévoit le paiement d'une indemnité au moment de la retraite. Son montant dépend de l'ancienneté du salarié à son départ et de sa catégorie socioprofessionnelle. Le calcul de l'engagement repose sur une estimation individuelle des indemnités à payer au moment du départ en retraite qui est fonction, d'une part, de l'âge probable du départ en retraite, et d'autre part, d'une augmentation de la rémunération de base jusqu'à l'âge de départ d'environ 3%.

Les montants ainsi estimés ont été actualisés sur la base d'un taux de 0,5%.

Se référer au paragraphe 5.2.1 Provision pour risques et charges pour obtenir la variation de la provision pour pensions et obligations similaires.

### 7.6.2. Participation des salariés

Le résultat fiscal de l'exercice étant déficitaire, il n'y a pas de réserve spéciale de participation.